

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 19/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDS MOULINS DE PARIS

99 rue Mirabeau
94200 Ivry-sur-Seine

Références : D-1015-MRS-2023
Code AIOT : 0006401570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement GRANDS MOULINS DE PARIS implanté 13, Traverse Magnan 13003 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite à relevés de non-conformités suite au contrôle inopiné "bruits" 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDS MOULINS DE PARIS
- 13, Traverse Magnan 13003 Marseille
- Code AIOT : 0006401570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Grands Moulins de Paris (GMP) exploite sur la commune de MARSEILLE 3, une unité

de fabrication de farines (minoterie). L'usine est soumise au régime d'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 3642 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Le site dispose d'un silo en béton pour lequel il est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle inopiné bruits

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Emissions sonores	AP Complémentaire du 07/12/2007, article 5.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	31/10/2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 30/11/2017 pour la problématique bruit. Cependant, aucune action de mise en conformité n'a été rendue possible du fait de l'expertise judiciaire en cours depuis 2018.

Par courrier du 08/06/2023, la cour d'appel d'Aix-en-Provence autorise l'exploitant à reprendre les travaux de mise en conformité du site.

L'inspection propose une lettre de suite préfectorale afin de prendre en compte ces nouveaux éléments et le délai de mise en conformité au 31 octobre 2023.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2007, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.</p> <p>Constats : L'inspection constate que le rapport de mesures de bruit réalisées dans le cadre du contrôle inopiné 2023, daté du 22/05/2023, a relevé des non-conformités réglementaires.</p> <p>Cependant, l'inspection note que l'expertise judiciaire en cours ne permettait pas à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires pour mettre le site en conformité. En effet, l'expert judiciaire en charge du dossier indique dans ses courriers faisant suite à demandes d'autorisation de travaux de l'exploitant que <i>"Il va de soi, que depuis l'ordonnance de référé du TGI et jusqu'à ce que l'expertise soit terminée (dépôt de mon rapport final), aucune modifications, aucun travaux, ne seront acceptés aussi bien dans l'usine que chez M. ..."</i> (courriers du 04/12/2018 et du 19/12/2022).</p> <p>L'inspection note également que l'exploitant a déposé une requête, en date du 07/04/2023, auprès de Madame la juge en charge du contrôle des expertises, pour être autorisé à réaliser les travaux de mise en conformité du site.</p> <p>Par courrier du 08/06/2023, la Cour d'appel d'Aix-en-Provence informe <i>"autoriser la société GRANDS MOULINS DE PARIS à réaliser les travaux préconisés dans le devis du 27/10/2021"</i>.</p> <p>L'exploitant a indiqué, par courriel du 29/06/2023 que <i>"les travaux auront lieux début octobre 2023"</i> et par courriel du 05/07/2023, il précise <i>"Les travaux devraient être terminés fin octobre."</i></p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle campagne de mesures de bruit afin de vérifier l'efficacité des dispositifs mis en place.</p> <p>Le résultat de ces mesures est à transmettre à l'inspection.</p> <p>L'inspection propose une lettre de suite préfectorale prenant acte de ce qui précède.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 31 octobre 2023